

Les subsides

M. Blenkarn: Mais où est-il donc passé? Roger est parti.

M. Huntington: La question sur laquelle la motion porte aujourd'hui, est très grave, monsieur le Président. Notre pays est sous l'emprise d'une idéologie politique et de personnes pour qui l'interventionnisme est le régime qui convient. Le parti auquel j'appartiens a plutôt tendance à préférer le béhaviorisme. Si vous définissez bien vos lois et le comportement à tenir et si vous laissez les gens travailler librement dans une foule d'activités différentes à l'intérieur de ces lois et de ces modes de comportement, vous donnerez libre cours aux merveilleux pouvoirs d'innovation et de développement des hommes, aux stimulants qui poussent les gens à travailler et à créer la richesse, et vous éliminerez le dilemme dans lequel le pays est enfermé.

La motion est très sérieuse, monsieur. En feuilletant le rapport de la Commission Lambert sur l'organisation financière et l'imputabilité, je me suis souvenu d'un extrait du discours que le premier ministre James Callaghan a prononcé lors d'un congrès du Parti travailliste, le 28 septembre 1976. Je voudrais vous le lire, car il se rapporte à l'essentiel des raisons qui ont guidé le choix du libellé de la motion. Il a déclaré:

Lorsque nous rejetons le chômage, comme nous le faisons tous... nous devons nous demander résolument: quelle est la cause d'un chômage élevé? Simplement et sans équivoque, cela provient du fait que nous nous payons plus que la valeur de ce que nous produisons... C'est un fait auquel aucun gouvernement, fut-il de gauche ou de droite, ne peut rien changer... Nous pensions, à une époque, qu'il suffisait de dépenser davantage pour se sortir d'une récession et qu'il était possible d'augmenter l'emploi en réduisant les impôts et en augmentant les dépenses gouvernementales. Je vous déclare en toute simplicité que cette option n'existe plus et que, dans la mesure où elle existait, elle avait pour effet de provoquer l'inflation. Chaque fois que cela s'est produit, le niveau moyen de chômage a augmenté... et chaque fois que nous y avons eu recours, les deux calamités, chômage et inflation, ont frappé surtout ceux qui sont le moins en mesure de les supporter, nos sympathisants, les pauvres, les vieux et les malades.

Nous avons là quelque chose qui montre que même des leaders dont l'idéologie est opposée à la nôtre estiment que les démocraties parlementaires n'ont pas été en mesure, jusqu'à présent, de contrôler leurs habitudes de dépenses et de gaspillage, tout en réalisant que si elles n'y parviennent pas, elles aggraveront la tragédie économique et sociale à laquelle nous faisons face. Voilà le dilemme politique où nous nous trouvons. Il importe peu que votre idéologie soit interventionniste ou béhavioriste; ici, c'est un premier ministre britannique, s'adressant au Congrès du Parti travailliste en Grande-Bretagne, en 1976, qui présente le dilemme. C'est une situation sans issue. Nous sommes ici à la Chambre et nous nous insultons. Un exemple typique est celui du député de Burin-Saint-Georges qui m'a précédé et qui se considère comme l'homme politique parfait; c'est cela la politique. Mais je peux vous dire, monsieur le Président, que je ne suis pas ici pour me livrer à ce type de comportement, pour participer à ce genre de débat ou faire des observations comme celles-là. J'ai appris un peu l'histoire et l'autre jour, j'ai vu un article dans *A Writer's Notebook* de Richard J. Needham, qui, je pense, s'applique très bien au dilemme qui est aujourd'hui le nôtre. Il souligne que:

Dans les pays comme la Malaysia et le Sri Lanka, la révolution industrielle fait à peine commencer; mais en Grande-Bretagne, où elle a commencé il y a environ 150 ans, la révolution industrielle touche à sa fin.

Puis, il signale certaines données très intéressantes, qu'il tire d'un éditorial du *Washington Post*:

Durant les 10 dernières années, l'emploi dans le secteur manufacturier en Grande-Bretagne a baissé de 30 p. 100. La production sidérurgique dans ce pays, fléchissant constamment, est maintenant à environ la moitié de son niveau de 1973. La production automobile se situe à environ la moitié de son niveau de

1973. Il y a dix ans, un peu plus d'un quart des voitures vendues en Grande-Bretagne étaient importées; actuellement, on dépasse largement la moitié.

Cela vous rappelle-t-il quelque chose, monsieur le Président? Nous accusons un léger retard par rapport au mouvement socialiste des fabiens en Grande-Bretagne, mais nous avons répété les erreurs que ce pays tente maintenant de rectifier. L'article se poursuit ainsi:

De plus en plus la Grande-Bretagne achète des produits fabriqués à l'étranger.

C'est la difficulté dans laquelle est plongé actuellement le pays où la révolution industrielle a pris naissance. Que peut-il faire? Ce pays de 55 millions d'habitants compte actuellement environ trois millions de chômeurs. On signale que ce chiffre pourrait grimper à quatre, cinq ou six millions. Cela nous incite alors à répéter la question posée il y a quelques semaines à Newark, au New Jersey:

... que faire quand une population si nombreuse est incapable de subvenir à ses besoins ou y est peu disposée?

Il souligne que tel est le problème qui a entraîné la chute de Rome. Nous semblons faire face à un élément de la nature humaine qui semble refaire surface périodiquement dans nos civilisations. Au point où nous en sommes, nous ferions mieux, je crois, de nous secouer un peu. Nous ferions mieux de tempérer nos attentes et de chercher à comprendre ce qui a incité l'opposition à présenter aujourd'hui la motion que parraine mon collègue le député de Prince George-Peace River (M. Oberle). Nous aurions intérêt à faire trêve des beaux discours politiques et à nous atteler plutôt à nous sortir de cette situation inextricable en jetant la nation dans une espèce de branlebas de combat destiné à rétablir notre compétitivité sur les marchés internationaux. Dans cet article que cite M. Needham, il est question de propos qu'a tenus Ben Franklin en 1789 et que voici:

● (1700)

Bien qu'au début nous acceptions un traitement modéré (pour les hommes politiques), nous constaterons que pareil état de choses ne saurait durer longtemps. Nous ne manquerons jamais de bonnes raisons pour nous accorder de nouvelles augmentations, et il s'en trouvera toujours pour donner tant et plus aux dirigeants dans le but de s'attirer leurs faveurs. Ainsi, comme nous l'apprend l'histoire, des luttes constantes ont déchiré les États comme les royaumes, opposant les gouvernants aux gouvernés, les uns s'évertuant à obtenir plus pour leur survie et les autres, à déboursier moins. Ces tiraillements ont suffi à provoquer de grands bouleversements, des guerres civiles, qui se soldaient par le renversement des princes ou l'asservissement du peuple. En règle générale, c'est en fait le pouvoir qui l'emporte, et c'est pourquoi les revenus des princes augmentent constamment sans pour autant que ceux-là se déclarent jamais satisfaits et n'aient cessé d'en réclamer plus encore. Mais plus l'oppression fiscale engendre le mécontentement populaire, plus le dirigeant a besoin de fonds pour acheter ses partisans et payer ses troupes afin qu'elles répriment toute résistance et lui permettent de poursuivre ses pillages à loisir. Il ne se trouve même pas un souverain sur cent pour ne pas s'approprier—s'il avait les pouvoirs d'un pharaon—tout d'abord jusqu'au dernier centime du peuple, et ensuite toutes ses terres, avant de l'asservir pour l'éternité.

Monsieur le Président, ces remarques valent encore aujourd'hui. Nous venons d'entendre le député de Burin-Saint-Georges nous parler du Programme énergétique national, en vertu duquel le gouvernement perçoit et garde toutes les taxes et ne distribue l'argent qu'à ceux qui suivent les directives des dirigeants et des princes du pouvoir. Cela s'appelle persuasion. L'autre problème auquel nous nous heurtons aujourd'hui, c'est celui d'un gouvernement qui accorde la priorité à l'information. Il engloutit des sommes incroyables pour exercer des pressions et diffuser information, propagande et publicité. Voilà où nous en sommes. C'est la dernière étape de la politique d'interventionnisme, qui ramène le pays à un point où il ne